

Par Jacques Blin, au nom du Réseau langues et cultures de France

En 1907 les vigneronns manifestaient, à Béziers et ailleurs, pour exprimer leur révolte et leur angoisse face à la situation de leur métier. Cette révolte, cette angoisse, elle s'exprimait souvent en occitan.

Le 17 mars 2007, une autre manifestation à Béziers, autour de l'avenir de cette langue qui fut, il y a un siècle, celle de la révolte. Quel avenir pour elle dans l'espace public ? On ne peut pas dire que, jusqu'à présent, l'État lui ait fait une grande place, que ce soit à l'école ou dans les médias, pour prendre ces deux exemples. Peut-on se satisfaire de cette situation, en se disant que, de toute façon, ce vieux « patois » n'a plus grand-chose à dire aux hommes et aux femmes du XXI^e siècle ? Ou peut-on imaginer que justement il y a encore place pour une parole créatrice en occitan ? Les questions que pose la manifestation de Béziers sont posées aussi bien à l'occitan qu'aux autres langues de France et à la langue française elle-même.

Ce débat est au coeur de la conception d'une démocratie renouvelée, d'une démocratie qui s'élabore à partir des territoires de notre pays avec au coeur la redéfinition de la République. Notre camarade Félix-Marcel Castan ne disait-il pas dans son Manifeste de l'année 2000 : « C'est le concept de République qui est en cause. La lutte des minorités françaises n'a pas pour but une réduction du champ républicain : elles veulent plus de République ! »

Ce désir de plus de République se traduit de différentes façons aujourd'hui, il se cherche dans la construction d'une VI^e République. Certains envisagent même de déléguer cette question aux seules assemblées régionales. Par ailleurs, l'on sent poindre chez d'autres la peur d'un repli communautariste, d'un éclatement de la République. Gilbert Dagalian, linguiste, dans une conférence prononcée à Nîmes qu'il nous autorisa à publier, affronte la question : « Qu'allons-nous faire pour démystifier ceux qui confondent promotion des langues et communautarisme ? Comment faire comprendre que le premier communautarisme est le fait de ceux qui rejettent la langue et la culture de tous les autres, de tous les "plus ou moins différents" ? »

Rappelons-nous que le rapport Bénisti, que nous avons combattu, largement repris dans les mesures de Sarkozy, stigmatise les langues et les cultures étrangères, le bilinguisme, comme un facteur conduisant à la délinquance. Pour être offensif sur ces questions, nous devons approfondir ce qu'écrivait Castan dans son Manifeste.

« La renaissance contemporaine médite une philosophie valable pour toutes les cultures, et capable d'éradiquer la "pensée unique", ce mal d'enfermement... L'éthique renaissante, étrangère au réveil de nationalités archaïques, doit délivrer l'humain de toutes les formes de narcissisme : elle défend l'identité contre l'identitarisme, l'individu contre l'individualisme, le peuple contre le populisme, la nation contre le nationalisme, la région contre le régionalisme, la culture contre le culturalisme, l'universalité contre un stérile universalisme. »

Plusieurs réflexions se croisent sur ce terrain. Henri Meschonnic, poète et professeur émérite, formule dans le n^o 66 de la Linha Imaginot sous le titre « Propositions pour une déclaration sur les devoirs envers les langues et le langage » un certain nombre d'idées qui ouvrent le champ de nos réflexions : « Il y a lieu de reconnaître aussi qu'un ennemi des langues et peut-être le premier ennemi des langues n'est pas l'hégémonie culturelle, économique, politique de telle ou telle langue, mais d'abord la pensée qui réduit le langage à la langue, et qui sépare la langue de l'art, de la culture, de la société, de l'éthique et du politique pour ne l'envisager que dans son isolement - indépendamment de l'étude technique de ses fonctionnements qui, en tant que telle, a sa légitimité dans son objet même, à condition d'en reconnaître les limites. »

Nous avons jeté les bases, pour notre part, du chantier de la construction d'une proposition de loi, le 15 juin 2005 (1). Écrite dans une démarche citoyenne, elle a atteint le niveau de la Commission parlementaire, un intérêt a été accordé au travail réalisé, toutefois les participants ont conclu à la nécessité de préparer « quelque chose » pour le début de la nouvelle législature. Il convient donc de porter le débat très fort pour que ces questions s'imposent dans le débat politique, comme question à part entière. Le 17 mars, Béziers contribuera grandement à montrer la vivacité de la diversité culturelle de notre pays.

<http://languesculturefrance.free.fr> (réseau de la commission Culture du PCF).

(1) En collaboration avec Frédéric Dutoit et François Liberti, députés, et Annie David, sénatrice des groupes communistes et citoyens.